- 5. ... 1960

Coördinatien (2)

ROYAUME DE BELGIQUE. KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, première chambre, saisi par le Ministre des Communications, le 11 mai 1960, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "portant coordination des lois sur l'enseignement maritime", a donné le 24 juin 1960 l'avis suivant :

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, eerste kamer, de 11e mei 1960 door de Minister van Verkeerswezen verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "tot coördinatie van de wetten op het zeevaartonderwijs", heeft de 24e juni 1960 het volgend advies gegeven :

Le projet soumis à l'avis du Conseil d'Etat a pour objet de coordonner la loi du 11 juillet 1957 organique de l'enseignement maritime avec les dispositions postérieures qui l'on modifiée, à savoir la loi du 23 mars 1960. Selon l'article 1er de cette dernière loi, certaines dispositions de la loi du 29 mai 1959 modifiant la législation relative à l'enseignement gardien, primaire, moyen, normal, technique et artistique, sont applicables à l'enseignement maritime.

\+

\+ \+

PROJET D'ARRETE ROYAL PORTANT COORDINATION.

Au préambule, le liminaire de l'alinéa 1er devrait être rédigé comme suit :

"Vu la loi du 23 mars 1960 modifiant la loi du 11 juillet 1957 organique de l'enseignement maritime, notamment l'article 6, disposant comme suit :

"Article 6.-

Le Roi peut ... (la suite comme au projet)...".

.../...

Dispositif de l'arrêté royal.

Article 1er.

Il serait plus conforme à l'objet du projet de rédiger cet article comme suit :

"Article 1er.-

Sont coordonnées conformément au texte annexé au présent arrêté, la loi du 11 juillet 1957 organique de l'enseignement maritime, telle qu'elle a été modifiée, et les dispositions de la loi du 29 mai 1959 modifiant la législation relative à l'enseignement gardien, primaire, moyen, normal, technique et artistique, en tant qu'elle est applicable à l'enseignement maritime".

\+

\+ +

Projet de coordination.

Les dispositions transitoires qui constituent le chapitre X du projet ne doivent pas être reprises comme telles.

En principe des dispositions transitoires n'ont pas leur place dans une coordination. Il y a lieu toutefois de faire une réserve dans le cas présent. Si l'article 47 de la loi du 29 mai 1959 est rangé parmi les dispositions transitoires, en fait il semble devoir rester en vigueur jusqu'à une échéance si lointaine qu'il paraît préférable de l'insérer au chapitre VI de la présente coordination qui est relatif aux pensions.

\+

\+ +

.../...

En outre, il y a lieu d'observer ce qui suit :

1° Les références, facilitant la recherche de la disposition originaire ainsi que les modifications qu'elle a subies, doivent se faire par voie de notes de bas de page. Ces notes devront remplacer les références actuelles figurant entre parenthèses immédiatement après chaque article de la coordination.

2° A la suite de l'introduction de notes en bas de page, le tableau figurant en annexe de la coordination et reprenant la référence de l'article originaire en regard de l'article correspondant de la coordination est superflu. Il présente d'ailleurs certaines lacunes.

3° Certains articles ou parties d'articles non repris dans la coordination ne figurent pas dans le projet. Ces dispositions doivent être rassemblées à la suite de la dernière note de bas de page.

Un texte sera présenté, à ce sujet, in fine de l'avis.

\+

\+ \+

Examen des articles du projet de coordination.

Intitulé du projet de coordination.

Il est superflu de signaler, in limine au moins, qu'il s'agit d'une annexe à l'arrêté royal du ...

.../...

CHAPITRE Ier. - DISPOSITIONS GENERALES.

Article 1er.

Les mots "créées et organisées" ont été reproduits dans la version néerlandaise par "ingericht".

L'autorisation de coordination ne permet cependant pas de toucher au texte pour établir la concordance entre les deux versions.

Article 2.

1. Bien que l'intitulé de la coordination emploie le mot "loi" au singulier, conformément à la volonté du législateur, il y a lieu, dans le texte des articles, de remplacer les mots "aux termes de la présente loi" par "aux termes des présentes lois coordonnées" pour éviter toute confusion avec les lois originaires.

2. Le premier mot des subdivisions pourrait se lire avec minuscule.

3. Bien que moins correctement rédigé, le 2° de la version néerlandaise devra toutefois se lire : "2° voor te bereiden voor het onderricht ... (suite comme au projet) ...".

Il est proposé de changer l'ordre des articles repris au chapitre Ier de la façon suivante :

.../...

article 1er : article 2 de la loi du 11 juillet 1957;
article 2 : article 3 de la loi du 11 juillet 1957;
article 3 : article 1er de la loi du 11 juillet 1957;
article 4 : article 2, alinéas 1er, 2 et 3, de la loi du 29 mai 1959.

Cet ordre se rapproche davantage de celui suivi pour la coordination du 30 avril 1957 en matière d'enseignement technique; il semble plus logique.

Notes de bas de page pour les articles repris au chapitre Ier.

Ces notes tiennent compte du nouveau classement proposé ci-dessus :

article 1er : article 2 de la loi du 11 juillet 1957;
article 2 : article 3 de la loi du 11 juillet 1957;
article 3 : article 1er de la loi du 11 juillet 1957, modifié par l'article 5 de la loi du 23 mars 1960; discordance constatée entre les deux versions "ingericht" et "créées et organisées";
article 4 : article 2, alinéas 1er, 2 et 3, de la loi du 23 mars 1960.

CHAPITRE II. - DISPOSITIONS COMMUNES A TOUS LES ETABLISSEMENTS D'ENSEIGNEMENT MARITIME.

Article 5.

L'alinéa 1er, qui reprend sans modifications l'article 4 de la loi du 11 juillet 1957, serait mieux rédigé comme suit :

.../...

"Article 5.-

L'enseignement maritime peut comporter les cycles suivants :

- cycle secondaire inférieur;
- cycle secondaire supérieur;
- cycle supérieur".

Article 6.

Alinéa 2 : le premier mot des subdivisions devrait s'écrire avec minuscule .

Article 9.

Il faut lire :

"... conformément aux articles 6, 7 et 8 des présentes lois coordonnées...".

Article 10.

Alinéa 2 : in fine, il faut lire : "pédagogiques".

Article 14.

Alinéa 1er : il y a lieu d'écrire "nederlands" (deux fois) et "frans" avec majuscules.

.../...

Article 15.

Dans le texte néerlandais de base, il n'y a pas de virgule après le mot "bevoegdheid".

Note de bas de page pour les articles repris au chapitre II.

Article 5 : article 4 de la loi du 11 juillet 1957;
article 6 : article 5 de la loi du 11 juillet 1957;
article 7 : article 6 de la loi du 11 juillet 1957;
article 8 : article 7 de la loi du 11 juillet 1957;
article 9 : article 8 de la loi du 11 juillet 1957;
article 10 : article 6 de la loi du 29 mai 1959, article 1er de la loi du 23 mars 1960;
article 11 : article 7 de la loi du 29 mai 1959, article 1er de la loi du 23 mars 1960;
article 12 : article 9 de la loi du 11 juillet 1957;
article 13 : article 10 de la loi du 11 juillet 1957;
article 14 : article 11 de la loi du 11 juillet 1957;
article 15 : article 12 de la loi du 11 juillet 1957.

CHAPITRE III. - ETABLISSEMENTS OFFICIELS D'ENSEIGNEMENT MARITIME.

Article 17.

Par souci de concordance entre les divers articles de la coordination, il y aurait lieu d'écrire, en néerlandais, "Rijksinrichtingen" avec minuscule.

.../...

Article 18.

Dans la version néerlandaise, l'article 15 de la loi du 11 juillet 1957 ne connaît pas de virgule après le mot "gemachtigd".

Article 26.

L'alinéa 5 serait mieux subdivisé en 1°, 2° et 3°, le premier mot de chaque division commençant par une minuscule.

Article 27.

Alinéa 2 néerlandais : les virgules après "inrichtende macht" et "erediensten" ne figurent pas dans le texte de base.

Alinéa 5 néerlandais : "Rijksonderwijs" devrait s'écrire avec une minuscule.

Alinéa 6 néerlandais : dans le texte de base les mots "in de maand oktober" ne se trouvent pas entre virgules.

Article 28.

§ 1er. Il y a lieu de biffer "la" avant "morale".

Dans le texte néerlandais, il faudrait insérer "de" entre "in" et "niet-confessionele".

§ 2. Il faudrait biffer la virgule après le mot "dienst" à l'alinéa 1er.

.../...

Notes de bas de page pour le chapitre III.

Article 16 : article 13 de la loi du 11 juillet 1957;
article 17 : article 14 de la loi du 11 juillet 1957;
article 18 : article 15 de la loi du 11 juillet 1957;
article 19 : article 16 de la loi du 11 juillet 1957;
article 20 : article 17 de la loi du 11 juillet 1957;
article 21 : article 19 de la loi du 11 juillet 1957;
article 22 : article 20 de la loi du 11 juillet 1957;
article 23 : article 21 de la loi du 11 juillet 1957;
article 24 : article 22 de la loi du 11 juillet 1957;
article 25 : article 23 de la loi du 11 juillet 1957;
article 26 : article 8 de la loi du 29 mai 1959, article 1er de la loi du 23 mars 1960;
article 27 : article 9, alinéas 1er, 2, 4, 5, 6 et 7,de la loi du 29 mai 1959, article 1er de la loi du 23 mars 1960;
article 28 : article 10, § 1er, alinéa 2, et § 2, alinéas 1er et 2, de la loi du 29 mai 1959, article 1er de la loi du 23 mars 1960.

CHAPITRE IV. - DES ETABLISSEMENTS SUBVENTIONNES.

Article 30.

Il y a lieu d'écrire : "... conformément aux dispositions des présentes lois coordonnées ...".

Article 31.

10° "... par application de l'article 11 des présentes lois coordonnées".

.../...

Notes de bas de page pour les articles repris au chapitre IV.

Article 29 : article 2 de la loi du 23 mars 1960;
article 30 : article 3, alinéa 2, de la loi du 29 mai 1959, article 1er de la loi du 23 mars 1960;
article 31 : § 1er : article 24, § 2, de la loi du 29 mai 1959, article 1er de la loi du 23 mars 1960;
§ 2 : article 24, § 3, de la loi du 29 mai 1959, article 1er de la loi du 23 mars 1960.

CHAPITRE V. - DES SUBVENTIONS.

Il est proposé de subdiviser le chapitre en d'autres divisions comme suit :

" CHAPITRE V. - DES SUBVENTIONS.

Section 1ère : Généralités (article 25 de la loi du 29 mai 1959).

Section 2 : Les subventions - traitements (articles 26, 27, 28, 29, 30 et 31 de la loi du 29 mai 1959).

Section 3 : Les subventions de fonctionnement (article 3 de la loi du 23 mars 1960).

Section 4 : Les subventions d'équipement (article 34 de la loi du 29 mai 1959).

.../...

Section 5 : Dispositions communes aux subventions (articles 33, 35 et 36 de la loi du 29 mai 1959).

Section 6 : Contrôle (article 37 de la loi du 29 mai 1959)".

Article 32.

Alinéa 2 : la subdivision doit se faire en 1° et 2°, et le premier mot de chaque division commencera par une minuscule.

Article 33.

Dans l'article 26 (néerlandais) de base, le mot "weddetoelagen" n'est pas suivi d'une virgule.

Article 35.

Les divisions commenceront par une minuscule.

Même remarque que ci-dessus concernant le mot "Rijkspersoneel".

Article 36.

Même remarque concernant le mot "Rijkspersoneel".

Alinéa 2 du texte néerlandais : il y a lieu d'écrire : "die Hij voldoende acht...".

.../...

Article 38.

Il faut lire "subventionnés" au lieu de "subventionnées".

La virgule après le mot "voorwaarden" ne figure pas dans le texte de base.

Article 39.

Alinéa 1er, néerlandais : il n'y a pas de virgule après le mot "inrichting" dans l'article 3 de la loi du 23 mars 1960.

Alinéa 2 : il y a lieu de biffer "franc" après "3.250".

Article 44.

Les divisions de l'alinéa 2 débuteront par une minuscule.

Notes de bas de page pour les articles repris au chapitre V.

Article 32 : article 25 de la loi du 29 mai 1959, article 1er de la loi du 23 mars 1960;
article 33 : article 26 de la loi du 29 mai 1959, article 1er de la loi du 23 mars 1960;
article 34 : article 27 de la loi du 29 mai 1959, article 1er de la loi du 23 mars 1960;
article 35 : article 28 de la loi du 29 mai 1959, article 1er de la loi du 23 mars 1960;
article 36 : article 29 de la loi du 29 mai 1959, article 1er de la loi du 23 mars 1960;

.../...

article 37 : article 30, alinéas 1er et 2, de la loi du 29 mai 1959, article 1er de la loi du 23 mars 1960;
article 38 : article 31 de la loi du 29 mai 1959, article 1er de la loi du 23 mars 1960;
article 39 : article 3 de la loi du 23 mars 1960;
article 40 : article 34 de la loi du 29 mai 1959, article 1er de la loi du 23 mars 1960;
article 41 : article 33 de la loi du 29 mai 1959, article 1er de la loi du 23 mars 1960;
article 42 : article 35 de la loi du 29 mai 1959, article 1er de la loi du 23 mars 1960;
article 43 : article 36 de la loi du 29 mai 1959, article 1er de la loi du 23 mars 1960;
article 44 : article 37 de la loi du 29 mai 1959, article 1er de la loi du 23 mars 1960.

CHAPITRE VI. - DES PENSIONS.

Comme il a été dit ci-dessus, l'article 47, bien que qualifié de "disposition transitoire", sera incontestablement un article qui restera applicable pendant une longue période. Cet article trouverait mieux sa place dans le présent chapitre.

Article 45.

Si le texte proposé est exact quant au fond, on peut se demander si le Roi a le droit de modifier un texte du législateur, texte qui n'a point subi de modification expresse.

.../...

Il est donc proposé de reprendre le texte de base en mettant "1958" au lieu de "1959", et d'ajouter la mention suivante immédiatement après la note de bas de page concernant l'article 45 :

" (a) Suite à l'article 7 de la loi du 23 mars 1960 cet article entre en vigueur le 1er septembre 1959".

La date "1958" sera suivie d'un appel (a) renvoyant à la note ci-dessus.

\+

\+ \+

L'article 47 de la loi du 29 mai 1959 s'insérerait donc à cet endroit.

Article 53.

1° Les mots "de la présente loi" in fine du liminaire, sont à remplacer par les mots "des présentes lois coordonnées".

2° Le premier mot de chaque subdivision commencera par une minuscule.

Notes de bas de page pour les articles repris au chapitre VI.

Article 45 : article 40 de la loi du 29 mai 1959, article 1er de la loi du 23 mars 1960;

article 46 (X) : article 47 de la loi du 29 mai 1959, article 1er de la loi du 23 mars 1960.

CHAPITRE VII. - DE L'INTERDICTION DE PRATIQUES DELOYALES.

Intitulé repris du chapitre IX de la loi du 29 mai 1959.

.../...

- -

(X) ATTENTION : la note de bas de page se réfère à l'article 46 nouveau qui n'est autre que l'article 53 du projet.

A la suite de l'insertion de l'article 47 de la loi du 29 mai 1959 après l'article 40 de la même loi, devenus respectivement les articles 45 et 46 du projet de coordination, les articles examinés à partir de ce moment devront recevoir une autre numérotation. Une telle modification nécessitera de la part du Gouvernement une mise au point des références ultérieures.

Article 47.

La référence à l'article 46 est exacte. Si toutefois l'on devait insérer l'article 53 du projet après l'article 45, la référence devrait être changée.

Article 48.

Même remarque que pour l'article précédent.

Notes de bas de page pour les articles repris au chapitre VII.

Article 46 : article 41 de la loi du 29 mai 1959, article 1er de la loi du 23 mars 1960;
article 47 : article 42 de la loi du 29 mai 1959, article 1er de la loi du 23 mars 1960;
article 48 : article 43 de la loi du 29 mai 1959, article 1er de la loi du 23 mars 1960;
article 49 : article 44 de la loi du 29 mai 1959, article 1er de la loi du 23 mars 1960.

.../...

CHAPITRE VIII. - COMMISSIONS PARITAIRES.

Article 50.

§ 2. A l'alinéa 2 il faut lire "Il fait connaître ...".

§ 4. Le premier mot des divisions devra s'écrire avec une minuscule.

§ 18, néerlandais. Deuxième ligne : lire "... krachtens ...".

Notes de bas de page pour les articles repris au chapitre VIII.

Article 50 : article 45 de la loi du 29 mai 1959, article 1er de la loi du 23 mars 1960.

CHAPITRE IX. - LE CONSEIL DE PERFECTIONNEMENT DE L'ENSEIGNEMENT MARITIME.

Article 51.

Alinéa 1er, néerlandais : lire : "... een Raad tot verbetering ...".

Alinéa 4 : le premier mot de chaque division devra s'écrire avec une minuscule.

Notes de bas de page pour les articles repris au chapitre IX.

Article 51 : article 35 de la loi du 11 juillet 1957 modifié par l'article 4 de la loi du 23 mars 1960;

.../...

article 52 : article 36 de la loi du 11 juillet 1957.

CHAPITRE X. - DISPOSITIONS TRANSITOIRES.

Voir pour ce chapitre, le début de l'avis et les remarques relatives au chapitre VI, concernant les pensions.

CHAPITRE XI. - DISPOSITIONS FINALES.

Ce chapitre XI deviendrait, si l'on tient compte des remarques qui précèdent concernant les dispositions transitoires, le chapitre X du projet de coordination.

Article 55.

La loi du 11 juillet 1957 ayant été publiée au Moniteur belge du 9 août 1957, l'article 40 de cette loi a cessé d'être en vigueur.

Cette disposition transitoire doit, dès lors, être omise et ne devra même pas figurer parmi les "dispositions non reprises" à la fin de la coordination.

Article 56.

1° "... antérieure à l'entrée en vigueur de la présente loi, ..." : il serait plus exact de dire : "... antérieure à l'entrée en vigueur de la loi du 11 juillet 1957, ...".

.../...

L'article 42, alinéa 1er, de la loi du 11 juillet 1957 prévoit que celle-ci entre en vigueur le jour de sa publication, à savoir le 9 août 1957.

Un appel"a"se trouvant après cette date peut renvoyer à une mention se trouvant immédiatement après la note de bas de page concernant l'article 56, justifiant la modification apportée au texte. Cette mention sera rédigée comme suit :

(a) L'article 42, alinéa 1er, de la loi du 11 juillet 1957 fixe l'entrée en vigueur de cette loi au jour de sa publication; la loi du 11 juillet 1957 a été publiée au Moniteur belge du 9 août 1957.

2° Dans la dernière phrase : "... en vertu de la présente loi ..." doit se lire : "... en vertu des présentes lois coordonnées...".

Notes de bas de page pour les articles repris au chapitre XI.

Article 54 : article 37 de la loi du 11 juillet 1957;
article 55 : omis, et, de ce fait, à supprimer également sous forme de note de bas de page;
article 56 : article 41 de la loi du 11 juillet 1957.

\+

\+ \+

Le projet de coordination doit être suivi d'une liste de dispositions non reproduites dans la coordination précédée de la mention : "Ne sont pas repris dans la coordination".

.../...

Cette liste est la suivante :

1° loi du 11 juillet 1957 :

Article 40. Par dérogation à l'article 35, l'avis du Conseil de perfectionnement de l'enseignement maritime n'est pas requis pour les premiers arrêtés d'exécution de la présente loi prévus aux articles 9 et 10 qui seront pris dans les douze mois à compter du jour de la publication de la présente loi.

Article 42. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa publication au Moniteur belge.

2° Loi du 29 mai 1959 :

Article 10, § 2, alinéa 3. Ils doivent pour l'inspection dans l'enseignement primaire avoir satisfait, s'ils ne sont pas porteurs d'un diplôme d'agrégé, à l'examen d'inspecteur cantonal.

Article 30 alinéa 3. La subvention-traitement des membres du personnel prêtres ou religieux, appartenant aux enseignements gardien et primaire, est égale à 60 p.c. de la subvention-traitement qui serait allouée si l'intéressé était laïc.

3° Loi du 23 mars 1960 :

Article 1er. Les dispositions de l'article 2, alinéas 1er, 2 et 3, de l'article 3, alinéa 2, des articles 6, 7 et 8, de l'article 9, alinéas 1er, 2, 4, 5, 6 et 7, de l'article 10, § 1er, alinéa 2, et § 2, de l'article 24, §§ 2 et 3, des articles 25, 26, 27, 28, 29, 30, 31, 33, 34, 35, 36, 37, 40, 41, 42, 43, 44, 45 et 47 de la loi du 29 mai 1959, modifiant la législation relative

.../...

à l'enseignement gardien, primaire, moyen, normal, technique et artistique, sont applicables à l'enseignement maritime.

Néanmoins, pour l'application de la présente loi, les termes "enseignement technique", "Ministre de l'Instruction publique" et "Ministère de l'Instruction publique" doivent être entendus comme concernant respectivement l'"enseignement maritime", le "Ministre des Communications" et le "Ministère des Communications".

Article 5. L'article 1er, alinéas 2, 3 et 4, les articles 18, 24 à 34, 38, 39 et 42, alinéa 2, de la loi du 11 juillet 1957 organique de l'enseignement maritime, sont abrogés.

Article 7. La présente loi produit ses effets le 1er septembre 1958, à l'exception des articles 40 et 47 mentionnés à l'article 1er, qui entrent en vigueur le 1er septembre 1959.

Het aan de Raad van State voorgelegde ontwerp beoogt de wet van 11 juli 1957 tot regeling van het zeevaartonderwijs te coördineren met de bepalingen welke die wet hebben gewijzigd, namelijk de wet van 23 maart 1960. Volgens artikel 1 van deze laatste zijn sommige bepalingen van de wet van 29 mei 1959 tot wijziging van de wetgeving betreffende het bewaarschoolonderwijs, het lager, middelbaar, normaal-, technisch en kunstonderwijs, toepasselijk op het zeevaartonderwijs.

\+

\+ \+

ONTWERP VAN KONINKLIJK BESLUIT TOT COORDINATIE.

In de aanhef zou de inleidende zin van het eerste lid als volgt moeten worden gesteld :

"Gelet op de wet van 23 maart 1960 tot wijziging van de wet van 11 juli 1957 tot regeling van het zeevaartonderwijs, inzonderheid op artikel 6, waarin bepaald wordt hetgeen volgt :

"Artikel 6.-

De Koning kan ... (verder zoals in het ontwerp) ...".

.../...

Artikelen van het koninklijk besluit :

Artikel 1.

De volgende redactie zou meer beantwoorden aan het doel van het ontwerp :

"Artikel 1.-

Volgens de bij dit besluit gevoegde tekst worden gecoördineerd, de wet van 11 juli 1957 tot regeling van het zeevaartonderwijs, zoals die is gewijzigd, en de bepalingen van de wet van 29 mei 1959 tot wijziging van de wetgeving betreffende het bewaarschoolonderwijs, het lager, middelbaar, normaal-, technisch en kunstonderwijs, voor zover die wet toepasselijk is op het zeevaartonderwijs".

\+

\+ \+

Ontwerp tot coördinatie.

De overgangsbepalingen, die het hoofdstuk X van het ontwerp vormen, moeten niet als dusdanig worden overgenomen.

In principe zijn overgangsbepalingen niet op hun plaats in een gecoördineerde tekst. In dit geval moet evenwel een uitzondering worden gemaakt voor artikel 47 van de wet van 29 mei 1959. Al is dat artikel ingedeeld bij de overgangsbepalingen, het zal wellicht nog zó lang van kracht moeten blijven dat het verkieslijk voorkomt, het op te nemen in hoofdstuk VI - pensioenen - van de tegenwoordige coördinatie.

\+

\+ \+

.../...

Bovendien moge het volgende worden opgemerkt :

1° De verwijzingen waarmee men het opzoeken van de oorspronkelijke bepaling en van de erin aangebrachte wijzigingen wil vergemakkelijken, zouden in de vorm van voetnoten moeten worden gesteld. Die voetnoten zouden in de plaats komen van de huidige verwijzingen die vlak na ieder artikel van de gecoördineerde tekst tussen haakjes staan vermeld.

2° Door het gebruik van zulke voetnoten vervalt de bij de gecoördineerde tekst gevoegde tabel, die naast het nummer van ieder artikel van die tekst verwijst naar het overeenkomstig oorspronkelijk artikel ; die tabel vertoont trouwens zekere leemten.

3° Sommige artikelen of delen van artikelen die in de coördinatie niet zijn verwerkt, komen in het ontwerp niet voor. Die bepalingen dienen na de laatste voetnoot bijeen te worden gebracht.

Aan het slot van het advies wordt daartoe een tekst voorgesteld.

\+

\+ +

Artikelsgewijze onderzoek van het ontwerp tot coördinatie.

Opschrift van het ontwerp tot coördinatie.

Het is niet nodig, althans niet in limine, te vermelden, dat het hier een bijlage tot het koninklijk besluit van ... betreft.

.../...

HOOFDSTUK I. - ALGEMENE BEPALINGEN.

Artikel 1.

Voor de Franse woorden "créées et organisées" staat in de Nederlandse versie enkel "ingericht".

De machtiging tot coördinatie houdt evenwel niet in, dat aan de tekst mag worden geraakt voor het doen overeenstemmen van beide versies.

Artikel 2.

1. Al wordt in het opschrift van de coördinatie naar de wil van de wetgever de term "wet" in het enkelvoud gebruikt, in de tekst van de artikelen zelf doet men er , om verwarring met de oorspronkelijke wetten te voorkomen, goed aan de woorden "in de zin van deze wet" te vervangen door "in de zin van deze gecoördineerde wetten".

2. Het eerste woord van de onderverdelingen schrijve men met een kleine letter.

3. Het tweede lid moet, ook al is dit minder korrekt, als volgt worden geschreven : "2° voor te bereiden voor het onderricht ... (verder zoals in het ontwerp)...".

Er wordt voorgesteld de volgorde van de artikelen van hoofdstuk I als volgt te wijzigen :

artikel 1 : artikel 2 van de wet van 11 juli 1957 ;
artikel 2 : artikel 3 van de wet van 11 juli 1957 ;
artikel 3 : artikel 1 van de wet van 11 juli 1957 ;
artikel 4 : artikel 2, eerste, tweede en derde lid, van de wet van 29 mei 1959.

.../...

Die volgorde sluit nauwer aan bij die welke werd gevolgd bij het coördineren, op 30 april 1957, van de wetten inzake technisch onderwijs ; zij komt ook logischer voor .

Voetnoten voor de artikelen van hoofdstuk I.

Bij die voetnoten is rekening gehouden met de hierboven voorgestelde volgorde :

artikel 1 : artikel 2 van de wet van 11 juli 1957 ;
artikel 2 : artikel 3 van de wet van 11 juli 1957 ;
artikel 3 : artikel 1 van de wet van 11 juli 1957, gewijzigd bij artikel 5 van de wet van 23 maart 1960 ; gebrek aan overeenstemming tussen beide versies "ingericht" en "créées et organisées";
artikel 4 : artikel 2, eerste, tweede en derde lid, van de wet van 23 maart 1960.

HOOFDSTUK II. - GEMEENSCHAPPELIJKE BEPALINGEN VOOR ALLE INRICHTINGEN VOOR ZEEVAARTONDERWIJS.

Artikel 5.

Het eerste lid, dat artikel 4 van de wet van 11 juli 1957 ongewijzigd overneemt, ware beter als volgt gesteld :

"Artikel 5.-

Het zeevaartonderwijs kan de volgende cyclussen omvatten :

- lagere secundaire cyclus ;
- hogere secundaire cyclus ;
- hogere cyclus ".

.../...

Artikel 6.

Tweede lid : het eerste woord van de onderverdelingen schrijve men met een kleine letter.

Artikel 9.

Men leze :

"... overeenkomstig de artikelen 6, 7 en 8 van deze gecoördineerde wetten ...".

Artikel 10.

Tweede lid : aan het slot leze men in de Franse versie : "pédagogiques".

Artikel 14.

Eerste lid : men schrijve "nederlands" (tweemaal) en "frans" met een hoofdletter.

Artikel 15.

In de Nederlandse basistekst staat na het woord "bevoegdheid" geen komma.

Voetnoten voor de artikelen van hoofdstuk II.

Artikel 5 : artikel 4 van de wet van 11 juli 1957 ;
artikel 6 : artikel 5 van de wet van 11 juli 1957 ;
artikel 7 : artikel 6 van de wet van 11 juli 1957 ;
artikel 8 : artikel 7 van de wet van 11 juli 1957 ;
artikel 9 : artikel 8 van de wet van 11 juli 1957 ;
artikel 10: artikel 6 van de wet van 29 mei 1959, artikel 1 van de wet van 23 maart 1960 ;

.../...

artikel 11 : artikel 7 van de wet van 29 mei 1959,
artikel 1, van de wet van 23 maart 1960 ;
artikel 12 : artikel 9 van de wet van 11 juli 1957 ;
artikel 13 : artikel 10 van de wet van 11 juli 1957 ;
artikel 14 : artikel 11 van de wet van 11 juli 1957 ;
artikel 15 : artikel 12 van de wet van 11 juli 1957 .

HOOFDSTUK III.- OFFICIELE INRICHTINGEN VOOR ZEEVAART-ONDERWIJS.

Artikel 17.

Ter wille van de overeenstemming onder de verschillende artikelen van de coördinatie schrijve men "Rijksinrichtingen" zonder hoofdletter.

Artikel 18.

In artikel 15 van de wet van 11 juli 1957 staat na het woord "gemachtigd" geen komma.

Artikel 26.

Het vijfde lid zou best onderverdeeld worden in 1°, 2° en 3°, met dien verstande dat het eerste woord van elke onderverdeling met een kleine letter begint.

Artikel 27.

Tweede lid : de komma's na "inrichtende macht" en "erediensten" komen in de basistekst niet voor.

Vijfde lid : het woord "Rijksonderwijs" zou met een kleine letter moeten worden geschreven.

.../...

Zesde lid : in de basistekst staan de woorden "in de maand oktober" niet tussen komma's.

Artikel 28.

§ 1. In de Franse versie late men het lidwoord "la" vóór het woord "morale" vervallen.

Tussen "in" en "niet-confessionele" voege men het lidwoord "de" in.

§ 2. In het eerste lid schrappe men de komma na het woord "dienst".

Voetnoten voor hoofdstuk III.

Artikel 16 : artikel 13 van de wet van 11 juli 1957 ;
artikel 17 : artikel 14 van de wet van 11 juli 1957 ;
artikel 18 : artikel 15 van de wet van 11 juli 1957 ;
artikel 19 : artikel 16 van de wet van 11 juli 1957 ;
artikel 20 : artikel 17 van de wet van 11 juli 1957 ;
artikel 21 : artikel 19 van de wet van 11 juli 1957 ;
artikel 22 : artikel 20 van de wet van 11 juli 1957 ;
artikel 23 : artikel 21 van de wet van 11 juli 1957 ;
artikel 24 : artikel 22 van de wet van 11 juli 1957 ;
artikel 25 : artikel 23 van de wet van 11 juli 1957 ;
artikel 26 : artikel 8 van de wet van 29 mei 1959, artikel 1 van de wet van 23 maart 1960 ;
artikel 27 : artikel 9, eerste, tweede, vierde, vijfde, zesde en zevende lid, van de wet van 29 mei 1959, artikel 1 van de wet van 23 maart 1960 ;
artikel 28 : artikel 10, § 1, tweede lid, en § 2, eerste en tweede lid, van de wet van 29 mei 1959, artikel 1 van de wet van 23 maart 1960.

.../....

HOOFDSTUK IV.- DE GESUBSIDIEERDE INRICHTINGEN.

Artikel 30.

Men schrijve : "... overeenkomstig de bepalingen van deze gecoördineerde wetten...".

Artikel 31.

10° "... bij toepassing van artikel11 van deze gecoördineerde wetten".

Voetnoten voor de artikelen van hoofdstuk IV.

Artikel 29 : artikel 2 van de wet van 23 maart 1960 ;
artikel 30 : artikel 3, tweede lid, van de wet van 29 mei 1959, artikel 1 van de wet van 23 maart 1960 ;
artikel 31 : § 1 : artikel 24, § 2, van de wet van 29 mei 1959, artikel 1 van de wet van 23 maart 1960 ;
§ 2 : artikel 24, § 3, van de wet van 29 mei 1959, artikel 1 van de wet van 23 maart 1960.

HOOFDSTUK V. - TOELAGEN.

Er wordt voorgesteld, het hoofdstuk in te delen als volgt :

"HOOFDSTUK V. - TOELAGEN.

Afdeling 1 : Algemeen (artikel 25 van de wet van 29 mei 1959).
Afdeling 2 : Weddetoelagen (artikelen 26, 27, 28, 29, 30 en 31 van de wet van 29 mei 1959).

.../...

Afdeling 3 : Werkingstoelagen (artikel 3 van de wet van 23 maart 1960).

Afdeling 4 : Uitrustingstoelagen (artikel 34 van de wet van 29 mei 1959).

Afdeling 5 : Gemeenschappelijke bepalingen betreffende de toelagen (artikelen 33, 35 en 36 van de wet van 29 mei 1959).

Afdeling 6 : Controle (artikel 37 van de wet van 29 mei 1959) ".

Artikel 32.

Tweede lid : onderverdelen in 1° en 2°, en het eerste woord van elke onderverdeling met een kleine letter schrijven.

Artikel 33.

In de basistekst (artikel 26 van de wet van 29 mei 1959) staat na het woord "weddetoelagen" geen komma.

Artikel 35.

De onderverdelingen moeten beginnen met een kleine letter.

Zelfde opmerking als hierboven voor het woord "Rijkspersoneel".

Artikel 36.

Zelfde opmerking voor het woord "Rijkspersoneel".

Tweede lid : men schrijve : "die Hij voldoende acht , ...".

.../...

Artikel 38.

In de Franse versie leze men : "subventionnés" in plaats van "subventionnées".

De komma na het woord "voorwaarden" komt niet voor in de basistekst.

Artikel 39.

Eerste lid : in artikel 3 van de wet van 23 maart 1960 staat na het woord "inrichting" geen komma.

Tweede lid : na "3.250" schrappe men het woord "frank".

Artikel 44.

De onderverdelingen van het tweede lid beginnen met een kleine letter.

Voetnoten voor de artikelen van hoofdstuk V.

Artikel 32 : artikel 25 van de wet van 29 mei 1959, artikel 1 van de wet van 23 maart 1960 ;
artikel 33 : artikel 26 van de wet van 29 mei 1959, artikel 1 van de wet van 23 maart 1960 ;
artikel 34 : artikel 27 van de wet van 29 mei 1959, artikel 1 van de wet van 23 maart 1960 ;
artikel 35 : artikel 28 van de wet van 29 mei 1959, artikel 1 van de wet van 23 maart 1960 ;
artikel 36 : artikel 29 van de wet van 29 mei 1959, artikel 1 van de wet van 23 maart 1960 ;
artikel 37 : artikel 30, eerste en tweede lid, van de wet van 29 mei 1959, artikel 1 van de wet van 23 maart 1960 ;

.../...

artikel 38 : artikel 31 van de wet van 29 mei 1959, artikel 1 van de wet van 23 maart 1960 ;
artikel 39 : artikel 3 van de wet van 23 maart 1960 ;
artikel 40 : artikel 34 van de wet van 29 mei 1959, artikel 1 van de wet van 23 maart 1960 ;
artikel 41 : artikel 33 van de wet van 29 mei 1959, artikel 1 van de wet van 23 maart 1960 ;
artikel 42 : artikel 35 van de wet van 29 mei 1959, artikel 1 van de wet van 23 maart 1960 ;
artikel 43 : artikel 36 van de wet van 29 mei 1959, artikel 1 van de wet van 23 maart 1960 ;
artikel 44 : artikel 37 van de wet van 29 mei 1959, artikel 1 van de wet van 23 maart 1960 .

HOOFDSTUK VI.- PENSIOENEN.

Zoals hiervoren is gezegd, zal artikel 47, ook al heeft men het een "overgangsbepaling" genoemd, ongetwijfeld nog geruime tijd van kracht blijven. Derhalve ware het meer op zijn plaats in dit hoofdstuk.

Artikel 45.

Al is de voorgestelde tekst, wat de grond van de zaak betreft, korrekt, toch kan men zich afvragen of de Koning gerechtigd is een wettekst te veranderen die niet uitdrukkelijk is gewijzigd.

Derhalve wordt voorgesteld, de basistekst over te nemen met "1958" in plaats van "1959", en vlak na de voetnoot betreffende artikel 45 het volgende te vermelden :

"(a) Ingevolge artikel 7 van de wet van 23 maart 1960 treedt dit artikel in werking op 1 september 1959".

.../...

Na de datum "1958" zou dan het teken (a) worden aangebracht dat naar die noot verwijst.

\+

\+ +

Hier zou dus artikel 47 van de wet van 29 mei 1959 worden ingevoegd.

Artikel 53.

1° Aan het slot van de inleidende zin worden de woorden "van deze wet" vervangen door "van deze gecoördineerde wetten".

2° Het eerste woord van elke onderverdeling moet beginnen met een kleine letter.

Voetnoten voor de artikelen van hoofdstuk VI.

Artikel 45 : artikel 40 van de wet van 29 mei 1959, artikel 1 van de wet van 23 maart 1960 ;

artikel 46 (X) : artikel 47 van de wet van 29 mei 1959, artikel 1 van de wet van 23 maart 1960.

HOOFDSTUK VII.- VERBOD VAN LAAKBARE PRAKTIJKEN.

Opschrift ontleend aan hoofdstuk IX van de wet van 29 mei 1959.

Wegens de invoeging van artikel 47 van de wet van 29 mei 1959 na artikel 40 van diezelfde wet, welke artikelen in het coördinatieontwerp onderscheidenlijk artikel 45 en 46 zijn geworden, zullen de artikelen van hier af aan anders moeten worden genummerd. Tengevolge van die wijziging

.../...

(X) Opgelet : de voetnoot verwijst naar het nieuwe artikel 46, dat eenvoudig artikel 53 van het ontwerp is.

zal de Regering de verdere verwijzingen moeten aanpassen.

Artikel 47.

De verwijzing naar artikel 46 is juist. Mocht artikel 53 van het ontwerp echter na artikel 45 worden ingevoegd, dan zou ze moeten worden gewijzigd.

Artikel 48.

Zelfde opmerking als bij het vorig artikel.

Voetnoten voor de artikelen van hoofdstuk VII.

Artikel 46 : artikel 41 van de wet van 29 mei 1959, artikel 1 van de wet van 23 maart 1960 ;
artikel 47 : artikel 42 van de wet van 29 mei 1959, artikel 1 van de wet van 23 maart 1960 ;
artikel 48 : artikel 43 van de wet van 29 mei 1959, artikel 1 van de wet van 23 maart 1960 ;
artikel 49 : artikel 44 van de wet van 29 mei 1959, artikel 1 van de wet van 23 maart 1960.

HOOFDSTUK VIII. - PARITAIRE COMITE'S.

Artikel 50.

§ 2. In het tweede lid van de Franse versie leze men : "Il fait connaître ...".

§ 4. Het eerste woord van de onderverdelingen wordt met een kleine letter geschreven.

§ 18. Op de tweede regel leze men "... krachtens...".

Voetnoten voor de artikelen van hoofdstuk VIII.

Artikel 50 : artikel 45 van de wet van 29 mei 1959, artikel 1 van de wet van 23 maart 1960.

.../...

HOOFDSTUK IX.- RAAD TOT VERBETERING VAN HET ZEEVAARTONDERWIJS.

Artikel 51.

Eerste lid : men leze : "... een Raad tot verbetering ..".

Vierde lid : het eerste woord van elke onderverdeling zou met een kleine letter moeten worden geschreven.

Voetnoten voor de artikelen van hoofdstuk IX.

Artikel 51 : artikel 35 van de wet van 11 juli 1957 gewijzigd bij artikel 4 van de wet van 23 maart 1960 ;
artikel 52 : artikel 36 van de wet van 11 juli 1957.

HOOFDSTUK X.- OVERGANGSBEPALINGEN.

Voor dit hoofdstuk zie het begin van het advies, alsook de opmerkingen bij hoofdstuk VI betreffende de pensioenen.

HOOFDSTUK XI.- SLOTBEPALINGEN.

Ingeval rekening wordt gehouden met de hiervoren gemaakte opmerkingen over de overgangsbepalingen, zou dat hoofdstuk XI het hoofdstuk X van het ontwerp tot coördinatie worden.

.../...

Artikel 55.

Daar de wet van 11 juli 1957 bekendgemaakt is in het Belgisch Staatsblad van 9 augustus 1957,is artikel 40 van die wet buiten werking getreden.

Die overgangsbepaling dient derhalve te vervallen en moet zelfs niet voorkomen onder de "niet overgenomen bepalingen" die aan het slot van het ontwerp tot coördinatie worden vermeld.

Artikel 56.

1° "... vóór het inwerkingtreden van deze wet", juister ware : "... vóór de inwerkingtreding van de wet van 11 juli 1957 ..".

Artikel 42, eerste lid, van de wet van 11 juli 1957 bepaalt dat deze in werking treedt de dag waarop ze is bekendgemaakt. Dit is gebeurd op 9 augustus 1957.

Met een teken"a"na die datum kan worden verwezen naar een vermelding die ter rechtvaardiging van de tekstwijziging zou worden aangebracht vlak na de voethoot betreffende artikel 56. Die vermelding kan als volgt worden gesteld :

(a) Artikel 42, eerste lid, van de wet van 11 juli 1957 stelt de inwerkingtreding van die wet vast op de dag van de bekendmaking ; de wet van 11 juli 1957 is bekendgemaakt in het Belgisch Staatsblad van 9 augustus 1957.

2° In de laatste zin vervange men : "... op grond van deze wet" door : "op grond van deze gecoördineerde wetten ...".

.../...

Voetnoten voor de artikelen van hoofdstuk XI.

Artikel 54 : artikel 37 van de wet van 11 juli 1957 ;
artikel 55 : vervalt, en dus te schrappen in de vorm van een voetnoot;
artikel 56 : artikel 41 van de wet van 11 juli 1957.

\+
\+ +

Na het ontwerp tot coördinatie moet een lijst komen van de niet opgenomen bepalingen. Die lijst wordt ingeleid met de zin : "In de gecoördineerde tekst zijn niet opgenomen ", en doet zich voor als volgt :

1° wet van 11 juli 1957 :

Artikel 40. Bij afwijking van artikel 35 is het advies van de Raad tot verbetering van het zeevaartonderwijs niet vereist voor de eerste bij de artikelen 9 en 10 in uitzicht gestelde besluiten tot uitvoering van deze wet, welke zullen genomen worden binnen twaalf maanden te rekenen van de dag van de bekendmaking van deze wet.

Artikel 42. Deze wet treedt in werking de dag waarop zij in het Belgisch Staatsblad is bekendgemaakt.

2° Wet van 29 mei 1959 :

Artikel 10, § 2, derde lid. Voor de inspectie in het lager onderwijs moeten zij geslaagd zijn in het examen van kantonnaal inspecteur, indien ze geen houder zijn van een diploma van geaggregeerde.

.../...

Artikel 30, derde lid. De weddetoelage van priesters en kloosterlingen, die tot het lager en bewaarschool-onderwijs behoren, is gelijk aan 60 t.h. van de toelage die zou worden uitgetrokken indien de betrokkene leek was.

3° Wet van 23 maart 1960 :

Artikel 1. De bepalingen van artikel 2, eerste, tweede en derde lid, van artikel 3, tweede lid, van de artikelen 6, 7 en 8, van artikel 9, eerste, tweede, vierde, vijfde, zesde en zevende lid, van artikel 10, § 1, tweede lid, en § 2, van artikel 24, §§ 2 en 3, van de artikelen 25, 26, 27, 28, 29, 30, 31, 33, 34, 35, 36, 37, 40, 41, 42, 43, 44, 45 en 47 van de wet van 29 mei 1959 tot wijziging van de wetgeving betreffende het bewaarschoolonderwijs, het lager, middelbaar, normaal-, technisch en kunstonderwijs, zijn van toepassing op het zeevaartonderwijs.

Voor de toepassing van deze wet moeten de termen "technisch onderwijs", "Minister van Openbaar Onderwijs" en "Ministerie van Openbaar Onderwijs" echter worden verstaan als onderscheidenlijk betrekking hebbend op het "zeevaartonderwijs", de "Minister van Verkeerswezen" en het "Ministerie van Verkeerswezen".

Artikel 5. Het eerste artikel, tweede, derde en vierde lid, de artikelen 18,24 tot 34, 38, 39 en 42, tweede lid, van de wet van 11 juli 1957 tot regeling van het zeevaartonderwijs worden opgeheven.

Artikel 7. Deze wet heeft uitwerking met ingang van 1 september 1958, met uitzondering van de in het eerste artikel vermelde artikelen 40 en 47, die op 1 september 1959 in werking treden.

La chambre était composée de — De kamer was samengesteld uit

Messieurs : J.SUETENS, premier président,
de Heren : eerste-voorzitter,

L.MOUREAU, conseillers d'Etat,
G.HOLOYE, raadsheren van State,

P.ANSIAUX, assesseurs de la section de législation,
P.DE VISSCHER, bijzitters van de afdeling wetgeving,

C.ROUSSEAUX, greffier adjoint, — greffier.
adjunct-griffier, — griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M.J.SUETENS.

Le rapport a été présenté par M.J.COOLEN, substitut, et par M.M.MEES, membre du Bureau de coordination.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H.J.SUETENS.

Het verslag werd uitgebracht door de H.J.COOLEN, substituut, en door de H.M.MEES, lid van het Coördinatiebureau.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER, — LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(s.) C.ROUSSEAUX. — (s.) J.SUETENS.